

INVITÉ DU FORUM AL WASSAT

Bouguetaya écarte toute possibilité de retour de Belkhadem

L'ancien président de la Commission des affaires étrangères à l'Assemblée et actuel membre du comité central du Front de libération nationale, Sadek Bouguetaya, écarte l'éventualité de voir Abdelaziz Belkhadem postuler à sa propre succession à la tête du parti. «J'écarte personnellement ce cas de figure», disait-il, hier samedi, au cours du forum du quotidien Al Wassat dont il était l'invité.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - C'est d'autant plus crédible comme source que Bouguetaya était, durant les trois jours de la session du comité central qui a fait chuter l'ex-secrétaire général du FLN, il y a un mois à l'hôtel Ryadh de Sidi Fredj, l'un des partisans les plus en vue et les plus engagés aux côtés de Abdelaziz Belkhadem.

«Moi, explique-t-il, je n'ai fait que défendre la légalité et la légitimité. J'étais d'autant plus à l'aise pour le faire qu'en dix ans qu'il était à la tête du FLN, Abdelaziz Belkhadem ne m'a jamais rien donné. Bien au contraire, il m'a toujours écarté. Tant des listes

pour la députation que lors des congrès de 2005 et 2010. Ma qualité de membre du comité central, je l'ai obtenue sur le terrain».

L'ancien mouhafedh de Souk Ahras qui est au FLN depuis 44 ans n'ignore pas ce qui se passe au parti est intimement lié aux prochaines présidentielles. D'où sa prudence sur ce terrain-là. «Pour nous, les choses sont claires : si le président Bouteflika se porte candidat, lui qui est par ailleurs président du parti, naturellement nous soutiendrons sa candidature.

S'il ne se présentera pas, le comité central est seul habilité à choisir le candidat du FLN.» Mais

en attendant, il y a le poste de secrétaire général à pourvoir. «Pour le moment, le bureau politique, qui est toujours légitime, est dirigé par le plus âgé de ses membres, à savoir Abderrahmane Belayat. Ancien moudjahid, ancien responsable au parti et dans l'Etat, nous sommes tranquilles de ce côté-là. C'est un homme sage et mesuré et il est digne de notre confiance pour gérer cette situation.»

Mais qu'en est-il de son choix personnel quant au futur SG ? «Personnellement, et parmi tous les noms qui circulent ces derniers temps, j'estime que Amar Saïdani est le mieux indiqué, le plus apte à prendre cette lourde responsabilité. Cela, de par sa proximité avec la base, son long parcours de militant et ses anciennes responsabilités au parti et au sommet de l'Etat.»

K. A.



Photo : Samir Sid

Bouguettaia prudent.

FLN

Les «redresseurs» de l'est du pays se montrent intransigeants

Les coordinations de l'Est du Mouvement de redressement et de l'authenticité du FLN ne veulent pas d'un autre Belkhadem à la tête du parti. Encore moins d'une personnalité «louche qui traîne des casseroles et ne fait pas l'unanimité parmi les militants et que des cercles occultes veulent imposer».

Le jeu de positionnement parmi les différentes tendances du Front de libération nationale (FLN) en vue de préparer la succession du SG déchu, Abdelaziz Belkhadem, s'intensifie. Surtout qu'un consensus interne autour d'un nom qui pourrait avoir l'adhésion de toutes les tendances du parti paraît si difficile, notamment après la disparition brutale de Abderezak Bouhara.

En ce sens, les coordinateurs du MRA de 11 wilayas de l'Est, réunis en conclave, hier, à Constantine, le deuxième en l'espace d'un mois pour

débattre de la situation au sein du FLN, ont tenu à lui rendre hommage. Et ces derniers de mettre en garde que les coordinations de l'Est, rattachées aux principes énoncés dans la plateforme du MRA de janvier 2011 et à son président Abdelkrim Abada, refuseront de cautionner quiconque n'aurait pas au moins «la trempe et la stature» de Abderezak Bouhara. «Nous récusons tout SG qui ne réunit pas les qualités d'un Abderezak Bouhara ou d'un Abdelhamid Mehri. Il ne s'assiera pas sur le siège du SG, c'est notre position et nous n'abdiquons pas», a dit T. Aïssaoui, coordinateur du MRA à Constantine. Les noms des potentiels successeurs à l'ex-SG, dont notamment celui de Amar Saïdani, l'homme au «feu vert», ont suscité l'indignation et le courroux des intervenants. Ces derniers, lit-on dans le communiqué sanctionnant les tra-

vaux des coordinateurs de l'Est, ont tenu à dénoncer «les agissements et les manœuvres suspects auxquels s'adonnent des résidus de l'ex-direction».

«En vue de se positionner, pêchant dans les eaux troubles, des résidus de l'ex-direction qui prônent une politique de désunion sous le chapitre de l'alternance et du rajeunissement veulent casser le parti de l'intérieur», ont estimé les rédacteurs du document.

Aussi, ils appellent tous les militants du parti à faire bloc afin de barrer la route aux «affairistes, les arrivistes, les soi-disants militants et notamment les corrompus». En ce sens, les congressistes ont tenu à apporter leur soutien à la décision du président de la République concernant l'affaire Sonatrach.

Farid Benzaïd

APRÈS L'ORGANISATION DES JEUNES

Le PT envisage une organisation des femmes socialistes

Après le plénum des cadres, place à l'évaluation au Parti des travailleurs. Sa secrétaire générale présidait hier les travaux d'une session ordinaire du bureau politique avec au menu non seulement des discussions autour de l'actualité nationale et régionale mais également l'examen de propositions faites par les cadres du parti.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Après l'Organisation des jeunes pour la révolution (OJR), le Parti des travailleurs pourrait envisager la mise en place d'une commission pour les retraités et une organisation des femmes socialistes. L'idée a été largement débattue lors du plénum des cadres avec «insistance». Louisa

Hanoune, qui présidait la session ordinaire du bureau politique, a fait savoir que les militantes du parti insistent sur la mise en place de cette structure. Le bureau politique débattait de l'opportunité de la mise en place de ses structures. En attendant, le PT met le cap sur la structuration avec une seconde phase qui concernera les bureaux de wilaya. Pour célébrer le 8 Mars, le parti prépare une série d'activités à travers plusieurs wilayas, tandis que les membres du bureau politique devaient discuter des échos émanant de plusieurs pays au sujet de l'organisation du second congrès d'urgence auquel des représentants de plusieurs pays ont déjà donné leur accord pour une participation.

Louisa Hanoune se félicite de la possibilité de tenir un pareil rendez-vous en Algérie au moment où

nombre de pays connaissent une telle régression des libertés qu'il y serait impossible d'envisager pareille activité. La secrétaire générale du PT semble plus que satisfaite du niveau des débats lors du plénum des cadres. Elle s'est félicitée hier de la qualité des jeunes cadres qui émergent au sein du parti qui, dit-elle, sont dotés d'une grande conscience politique et qui sont bien imprégnés des valeurs du parti.

Actualité internationale oblige, la numéro un du Parti des travailleurs considère que les guerres qui sont menées actuellement, notamment dans la région du Sahel, sont le reflet de la déliquescence du système impérialiste, mettant une fois de plus en garde contre le risque de «sahelistan» qui guette la région.

N. I.

GESTION DES PROGRAMMES

D'EMPLOI

Le coup de colère de Tayeb louh

Tayeb louh donne un coup de pied dans la fourmilière et exige des cadres de son département plus de «dynamisme» dans le domaine de l'emploi. Hier, lors de son intervention devant les directeurs de l'emploi de wilaya, il a haussé le ton, en appelant à la «promotion de la transparence et l'équité dans la conduite des programmes de l'emploi».

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale monte au créneau et demande aux responsables locaux de son département à «veiller pour une plus grande coordination dans la mise en œuvre des programmes sectoriels». «Vous êtes appelés à promouvoir la transparence et l'équité dans la conduite des programmes notamment en matière de gestion des offres d'emploi et de placement des demandeurs d'emploi, à travers l'utilisation de tous les canaux de communication existants au niveau de la wilaya», a-t-il souligné.

Le ministre a demandé aux directeurs de l'emploi de wilaya, «en leur qualité de représentants du ministère du Travail», à doubler d'effort pour «la mise en œuvre des programmes sectoriels en vue d'assurer la synergie des efforts et des actions des organismes relevant du secteur au niveau local».

Hier, lors de son intervention devant les cadres de son ministère, Tayeb Louh a surtout voulu lever les équivoques concernant les «non-dits» de la politique de l'emploi engagée par son département. Il dira à ce propos que les résultats enregistrés ces trois dernières années «indiquent une amélioration certaine des performances tant du point de vue de la promotion de l'emploi salarié que de l'appui à la création d'activité et ces résultats ont été obtenus grâce à la mobilisation de moyens humains et financiers importants».

Toutefois, pour le ministre du Travail, un épineux problème reste posé et qui touche notamment certaines wilayas du sud du pays. Il s'agit de la problématique de la gestion des offres d'emploi et de placement des demandeurs d'emploi au niveau des entreprises pétrolières.

En ce sens, il a déclaré «qu'à partir d'aujourd'hui, j'exige des directeurs de wilaya la transmission à leurs directions respectives des rapports permanents sur l'état de l'emploi dans leur région». «Il vous est demandé d'acquiescer une connaissance approfondie des potentialités économiques locales et des besoins de la wilaya en termes d'activités afin de contribuer efficacement au développement local à travers une orientation pertinente des investissements dans des créneaux mettant en valeur les potentialités locales et répondant à un besoin réel des populations», a-t-il ajouté.

Tayeb Louh n'a pas manqué d'évoquer le cas des entreprises étrangères, qui «devront également être systématiquement mises à contribution pour la formation de la main-d'œuvre locale, notamment dans les métiers où il est constaté un recours fréquent à une main-d'œuvre expatriée». Sur cette question, le ministre a fait état de la volonté de son département de «mettre de l'ordre quant aux inégalités des salaires existantes au niveau des entreprises étrangères». «Je ne peux laisser la situation en l'état et je vous rappelle que la question de l'emploi et de la lutte contre le chômage se situe au cœur de notre politique de développement et constitue une des priorités du programme du gouvernement», a-t-il conclu.

Abder Bettache